

On s'excuse, mais c'est tout ce qu'il nous reste...

JEAN-FRANÇOIS SIMARD, *L'idéologie du hasard. Retour sur la question nationale*, Montréal, Fides, 2018, 199 pages

Daniel Gomez

Volume 13, numéro 1, automne 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/89092ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gomez, D. (2018). Compte rendu de [On s'excuse, mais c'est tout ce qu'il nous reste... / JEAN-FRANÇOIS SIMARD, *L'idéologie du hasard. Retour sur la question nationale*, Montréal, Fides, 2018, 199 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 13(1), 13–13.



ON S'EXCUSE, MAIS C'EST TOUT CE QU'IL NOUS RESTE...

Daniel Gomez
Chef de pupitre, politique

JEAN-FRANÇOIS SIMARD
**L'IDÉOLOGIE DU HASARD.
RETOUR SUR LA QUESTION
NATIONALE**

Montréal, Fides, 2018, 199 pages

«Le plus grave désastre qui puisse menacer un peuple n'est pas l'anéantissement militaire, c'est l'indifférence de ses membres à la forme de son avenir.» p. 23

Jean-François Simard est à la fois un intellectuel respectable, doublé d'un politicien aguerri. Son cheminement politique a débuté il y a déjà quelques années en tant que membre des jeunesses libérales du Canada. Puis, il suivit Lucien Bouchard et l'aventure du Bloc québécois. Ensuite, ce fut le Parti québécois de Jacques Parizeau et de Bernard Landry. Il a été député du PQ, très impliqué dans le référendum de 1995. Il finit (?) avec Legault et la CAQ, dont il est sans conteste une solide caution nationaliste. Il est également professeur universitaire en sciences sociales, ce qui nous vaut ce petit essai qui, ma foi, tient bien la route.

L'ancien député souverainiste a les «blues»: il croit que la souveraineté du Québec, c'est râpé, et que la question nationale québécoise s'enfoncé dans un état de déliquescence avancé. En même temps, il soutient que Couillard et Trudeau «enrégimentent» de plus en plus l'identité québécoise et «la soumettent» à un projet forcé et totalement canadien. Selon lui, le PLQ devient un vassal soumis du cousin fédéral. Simard s'en prend durement à l'idéologie fédérale et reproche aux fédéralistes québécois leur immobilisme au sujet de la question nationale québécoise de même que leur satisfaction vis-à-vis le statu quo fédéral. «La doctrine Trudeau» a renoncé à l'idée même de dualisme canadien et de fédéralisme évolutif et coopératif, nous dit-il.

L'ancien député éreinte aussi les indépendantistes québécois. Il leur reproche de ne pas avoir noté le changement de «paradigme» qui s'effectue actuellement au Québec. Nous serions passés d'un paradigme dominé par la pensée de l'École historique de Montréal, à «quelque chose d'autre», d'encore confus, de «diaphane», dont on distingue seulement les contours. D'après lui le contexte a changé: il y a eu deux défaites référendaires, la mondialisation s'est accélérée, le multiculturalisme aussi, ainsi que le libéralisme social. L'État providence s'essouffle; et surtout (je souligne volontairement), *l'assurance culturelle des Québécois en eux-mêmes s'est affirmée.*

Le sociologue attribue une grande partie de cette assurance au docteur Laurin et à sa politique culturelle (p. 51). Il convient alors maintenant de penser la nation et la question nationale en l'absence de l'indépendance politique complète tant souhaitée. Dur, dur, pour les indépendantistes, reconnaît-il. Ceux-ci ont plutôt tendance à ressasser les mêmes jérémiades, un brin surannées. Ils radotent sur ce que pourrait être un pays idéal, alors que Simard suggère de travailler sur le «pays réel». Il reproche également au PQ de s'être trop mis à la remorque de la gauche et d'y avoir subordonné la question nationale.

Les plus âgés reconnaîtront dans cette proposition la philosophie qui animait Mario Dumont quand il fit adopter par le PLQ son projet de rapatriement d'une vingtaine de pouvoirs à Québec.

Ainsi, le PQ et le PLQ seraient épuisés, ils ne compteraient que sur le hasard pour définir leurs projets politiques. À la prochaine élection, pour en finir avec cette idéologie du hasard, des millions de Québécois changeront peut-être d'allégeance. Simard propose donc de travailler sur ce qu'il qualifie de pays réel, mais à l'intérieur du cadre canadien, tout en veillant bien à ce que le destin du Québec soit prioritairement dépendant de l'État québécois, lui-même garant de la nation québécoise. Pour paraphraser Yvon Deschamps, je dirais que l'auteur souhaite un Québec fort dans un Canada plus ou moins uni.

Le sociologue propose d'établir un «dialogue intérieur», qui tournerait autour de l'aménagement des différentes sensibilités nationales coexistantes au Québec. Cela permettrait de définir les nouvelles frontières du nationalisme québécois. Autrement dit, des Québécois de différentes sensibilités nationales pourraient penser à «un retour honorable» du Québec au sein de la constitution canadienne. On achèverait en quelque sorte, sans trop le dénaturer, «le beau risque» de René Lévesque. On «finaliserait et améliorerait l'Accord du lac Meech de Robert Bourassa» (p. 148). Tel Sisyphe remontant son rocher, Simard propose une nouvelle tentative de réaménagement de l'ordre constitutionnel dans le sens d'un renforcement de la spécificité québécoise. Cependant, pour ne pas prendre le risque d'affaiblir encore plus la société québécoise, l'auteur précise bien que tout gouvernement doit «s'engager solennellement à ne jamais



signer la Constitution canadienne sans un mandat explicite pour le faire».

Les plus âgés reconnaîtront dans cette proposition la philosophie qui animait Mario Dumont quand il fit adopter par le PLQ son projet de rapatriement d'une vingtaine de pouvoirs à Québec. La suite de l'histoire est connue: cette proposition fut vite oubliée par le PLQ et Dumont créa L'Action démocratique du Québec, un des partis cofondateurs de la Coalition avenir Québec. L'adhésion de Simard à cette coalition, le seul parti «capable de faire se rencontrer les deux mondes du Québec profond», n'est donc pas surprenante.

Au moment de la parution des *Cahiers de lecture*, et si les sondages électoraux se confirment, la Coalition avenir Québec aura peut-être le mandat de gouverner le Québec et JF Simard en sera un des députés. Son projet sera alors confronté à la réalité fédérale canadienne. Nous saurons s'il est possible d'obtenir un consensus québécois sur un nouveau partenariat avec le gouvernement fédéral. Nous pourrions également juger de la réaction de ce dernier face à cet éventuel consensus et aux demandes qui pourraient en découler. Actuellement, les plus anciens souverainistes, ceux qui rêvent du «grand soir», ne peuvent s'empêcher de sourire et de se dire: «encore...» Ils doivent avoir l'impression de revoir une vieille bobine de film, que l'on repasse et repasse; c'est un brin pathétique. Malheureusement pour eux, l'offre politique est tragiquement limitée, il ne reste plus grand-chose en stock. L'analyse stratégique nous a appris en outre que lorsque les chances de faire des gains, politiques ou autres sont nulles, alors il faut essayer de perdre le moins possible. C'est un peu le cas actuellement pour les nationalistes québécois: ce qu'il convient de ne pas perdre, c'est le caractère distinct de la société québécoise, sa personnalité nationale. C'est du moins ce que pensent Jean-François Simard et les nationalistes qui l'accompagnent. ❖